

Responsable de la permanence juridique et de l'accompagnement

La Maison des Lanceurs d'Alerte

Créée en 2018 et rassemblant aujourd'hui 30 organisations (syndicats, associations et médias), la Maison des Lanceurs d'Alerte accompagne les lanceurs d'alerte - et leurs alertes - et plaide pour une amélioration de leur protection. Elle offre aux lanceuses et lanceurs d'alerte un accompagnement personnalisé sur les aspects juridique, technique, psychologique, médiatique, financier et social et permet ainsi de rompre leur isolement. La Maison des Lanceurs d'Alerte œuvre également à faire évoluer la loi en mobilisant les décideurs et l'opinion publique, ainsi qu'à sensibiliser et former le grand public et les acteurs concernés par l'alerte.

Présentation générale du poste

La Maison des Lanceurs d'Alerte est dotée d'un pôle d'accompagnement des lanceurs d'alerte, cœur battant de l'association, qui accompagne les lanceuses et lanceurs d'alerte face à leurs difficultés.

Placé/ée sous l'autorité du/de la Délégué.e Général.e, le/la responsable de la permanence juridique et de l'accompagnement aura en charge les missions suivantes :

a. Activité d'accompagnement et de permanence juridique

- Analyse des dossiers, examen de leur recevabilité au regard du droit applicable et de la doctrine définie par le Conseil d'administration, instruction des dossiers : recevabilité des dossiers, actions à entreprendre, crédibilité et caractère étayé des preuves...
- Assistance et conseil juridique sur les actions pouvant être entreprises afin de faire prospérer l'alerte ou lutter contre les représailles : informations sur les recours auprès des employeurs et juridictions, dispositifs de soutien mobilisables, conseils stratégiques, etc.
- Appui à la mise en relation des lanceurs d'alerte avec les acteurs utiles pour les défendre ou les aider à poursuivre leurs investigations : syndicats, médias, institutions etc.
- rédaction de courriers et notes en lien avec les avocats de l'association : lettres de soutien, demandes de communication, notes relatives au statut de lanceur d'alerte dans le cas d'espèce notamment.
- Encadrement des stagiaires et animation du groupe de bénévoles du pôle d'accompagnement.
- Développement d'un réseau d'acteurs permettant un accompagnement global, notamment social, psychologique et médiatique, et mise en relation du lanceur d'alerte avec des acteurs pertinents pour prolonger l'accompagnement
- Participation et représentation de l'association lors des évènements et des réunions extérieures

Pour candidater : envoyez CV et lettre de motivation à recrutement@mlalerte.org



- Participation à la stratégie globale de l'association de plaidoyer et force de proposition d'axes de plaidoyer au vu des retours d'expérience des lanceurs d'alerte accompagnés.

b. Contentieux stratégique

- Participation à la définition de la stratégie contentieuse de l'association, sous la supervision du/de la Délégué.e Général.e
- Mise en œuvre de la stratégie : veille documentaire sur l'alerte, prises de contacts au vu de l'actualité, montage de dossiers en lien avec les partenaires identifiés.
- Veille juridique, analyse des évolutions réglementaires et institutionnelles.
- Représentation éventuelle de l'association devant les autorités judiciaires et administratives à l'occasion d'actions ne nécessitant pas la présence d'un avocat (tierces-interventions, procédures internes notamment).
- Réponses régulières aux sollicitations de médias sur demande du/de la Délégué Général.
- Relation avec les conseils de l'association sous l'autorité du/de la Délégué.e Général.e

c. Formation et sensibilisation

- Rédaction de documents sur des thématiques à dominante juridique à destination de l'équipe, des instances de la MLA, des lanceurs d'alerte et/ou du grand public, en lien avec l'équipe de communication au besoin.
- Construction et mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation et de formation, en lien avec des administrateurs et sous la supervision du/de la Délégué.e Général.e
- Mise en œuvre et dispense de formations : construction des supports et parcours, en lien avec des administrateurs bénévoles, gestion du budget.
- Promotion de la formation sur les lanceurs d'alerte en lien avec le responsable de la communication et les administrateurs de l'association, suivant la stratégie décidée en lien avec le Délégué Général et le Conseil d'administration : labellisation de supports, co-construction de formations, formations de formateurs, etc.

Profil recherché

Fort.e d'une expérience significative dans le milieu associatif ou dans le monde de la justice, le ou la candidat.e fera preuve d'autonomie, de polyvalence et d'un intérêt fort pour la question des lanceurs d'alerte.

Prérequis :

- Formation Bac +5 en droit, spécialités droit social ou droit public appréciées.
- Au moins 3 ans d'expérience dans les métiers du droit, idéalement en cabinet d'avocat.
- Expérience et connaissance du milieu associatif.

Pour candidater : envoyez CV et lettre de motivation à recrutement@mlalerte.org

**Savoir-Faire :**

- Savoir accueillir et orienter des personnes en difficulté
- Compétences polyvalentes en droit, aptitude à s'adapter à des champs juridiques divers
- Compétences confirmées en droit du travail, droit de la fonction publique, procédure pénale et civile
- Connaissance du monde associatif et syndical
- Aisance avec les outils informatiques et les logiciels libres (Ubuntu, Libre Office)
- Savoir travailler en équipe, rendre compte, s'inscrire dans un cadre collectif
- Savoir encadrer une équipe

Savoir-Être :

- Engagement et esprit d'initiative, force de proposition
- Capacité de travail et sens des responsabilités dans un environnement associatif ; engagement au service du projet associatif
- Aptitudes relationnelles, sens de l'écoute, goût de l'échange et de la pédagogie
- Capacités d'organisation (rétroplanning, suivi en parallèle de différents dossiers et sollicitations)

Conditions

Prise de fonction dès que possible

Rémunération de 3 000 € bruts par mois. 35h / semaine.

Tickets-restaurant (10,83€ en 2023) pris en charge à 60%. Mutuelle prise en charge à 100%.
Pass navigo pris en charge à 50%.

Poste basé à Paris centre dans les bureaux de l'association. Télétravail ponctuel autorisé.

Les missions s'effectueront en relation étroite avec les deux coprésidents, et avec une équipe salariée de 4 personnes.

Candidatures ouvertes **jusqu'au 15 octobre**. Nous nous réservons le droit de clore le processus de recrutement avant la date limite.

Pour candidater : envoyez CV et lettre de motivation à recrutement@mlalerte.org